

Je veux appuyer l'amendement. Je crois que nous devrions être heureux de pouvoir nous embarquer dans ce projet intéressant et fascinant, de l'âge spatial. Toutefois, j'ai quelques observations à faire et quand ils les entendront, certains députés pourraient bien se demander pourquoi j'appuie l'amendement. Mais je crois qu'il importe de soulever certaines questions ici, parce que nous sommes en train de commencer un projet d'une importance extrême pour notre avenir et que nous sommes ici pour examiner la question sous tous ses angles et pour nous assurer que les Canadiens auront la meilleure structure possible dans l'avenir.

J'espère que pour le Télésat, on ne demandera pas de nouveau aux Canadiens de payer 30 millions de dollars et puis de devoir verser jusqu'à 40 millions de dollars pour réaliser des objectifs sociaux et politiques que nous n'avons pu atteindre par d'autres moyens. Nous faisons toujours la même chose pour des motifs sociaux et politiques. Le cas de Radio-Canada est très bien connu, de même que celui du Conseil des Arts et de notre Centre des Arts, inauguré cette semaine. Son coût devait être de 9 millions de dollars, mais le coût final équivaut à \$2.36 pour chaque homme, femme et enfant de notre pays et cela pour des motifs sociaux et politiques. Nous continuons à financer des programmes coûteux et extravagants, tout cela au nom de l'unité du Canada et de son identité culturelle, tandis que le gouvernement, comme ses prédécesseurs favorise constamment des projets grandioses tout en se détournant ou en se désolant de diverses tendances et de diverses activités bien plus dangereuses et plus cruciales, en ce qui a trait à l'érosion des objectifs et de la fierté de notre nation.

Nous nous proposons de dépenser des millions pour ce projet, mais que faisons-nous de la mainmise étrangère sur l'industrie canadienne? Il est à noter qu'une des compagnies chargées de construire le satellite, la RCA de Montréal, est une filiale ou succursale qui appartient entièrement à une compagnie américaine. Soit dit en passant, cette compagnie détiendra tous les brevets pour les éléments qu'elle fournira. En outre, que fait le gouvernement au sujet de nos objectifs sociaux en ce qui a trait à nos revues et publications, à nos textiles, à notre industrie de la radio-télévision et à nos institutions de haut savoir, où enseignent tant de professeurs d'origine étrangère? Toutes ces questions auront peut-être une portée beaucoup plus profonde sur les communications et le développement culturel au Canada que ce projet-ci. Dans chacun de ces secteurs de notre économie, la prise de possession par l'étranger se répand. A mon avis, le gouvernement ne s'en occupe pas. Mais nous voilà

lancés dans une autre aventure dispendieuse au nom d'objectifs sociaux, culturels et politiques. Quant aux objectifs politiques, de qui sont-ils? Peut-être des libéraux, mais certainement pas les miens.

Il y aurait peut-être lieu de signaler que le ministre a beaucoup insisté sur les objectifs sociaux mais guère sur les objectifs économiques. La Chambre devrait peut-être se demander pourquoi. A l'appui de ce que je viens de dire, j'aimerais citer un extrait du compte rendu des délibérations du comité des transports et communications du 9 décembre 1968, qu'on trouvera à la page 163:

Mais dans la mise en œuvre de notre programme, nous faisons appel à nos chercheurs canadiens et le satellite réalisé contribuera, contrairement à la Société Radio-Canada, à notre existence nationale et ira au-delà de l'aspect purement fonctionnel de l'engin car, vous l'avez signalé il y a un instant, un satellite utilisé en commun par les Américains et les Canadiens couvrirait presque toute l'Amérique du Nord.

M. Kierans: Notre objet dans la réalisation de ce satellite est d'ordre social. Il est peut-être aussi d'ordre politique, mais disons qu'il est d'ordre social et vise à unifier le pays et qu'un satellite couvre la totalité du territoire canadien. Il pourrait couvrir également l'Alaska et on pourrait conclure une entente selon laquelle les besoins américains en Alaska seraient satisfaits.

Tel est l'objectif social qui favorisera l'unification du pays. Ce satellite serait consacré à la réalisation des buts et objectifs canadiens et programmé, je crois, de façon à satisfaire la population du Canada et à répondre à ses besoins culturels.

● (12.20 p.m.)

On pourrait prétendre qu'il vaudrait mieux louer de l'espace sur le satellite américain si l'on se fonde sur des motifs purement économiques. Toutefois, je ne crois pas qu'on puisse étayer cette thèse en invoquant les seuls motifs économiques si on envisage les perspectives lointaines plutôt que les répercussions du début. Dans ce dernier cas, les frais d'investissement comprendront peut-être certaines pertes d'exploitation au cours des premières années, tout comme une société qui se lance dans une activité quelconque s'attend que les frais qu'elle affecte aux études et à la commercialisation en vue d'obtenir la maîtrise d'un marché représenteront des pertes qu'elle doit incorporer dans le capital qu'il lui faut réserver pour être viable.

En ce qui nous concerne, les gains économiques en définitive feront plus que compenser les pertes, car grâce à nos savants qui établiront des programmes ici à Ottawa de concert avec l'industrie, nos fabricants pourront facilement s'ouvrir des débouchés pour différents aspects des pièces composantes ou sous-ensembles d'un tel satellite; en d'autres termes, ils se créeront des possibilités d'exportation.

Comment la chose sera-t-elle possible, peut-on se demander, si les brevets sont détenus par des étrangers? Le passage que je viens de vous lire contient des suppositions intéressantes et j'en traiterais plus longuement si le temps me le permettait. Mais je parle actuellement de la justification de Télésat du point de vue économique, de l'idée que les effets secondaires possibles de la mise au point de connaissances techniques concernant